Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, dans "Le Nouvel observateur" du 12 juillet 2012, sur la situation en Syrie, le retrait des troupes françaises d'Afghanistan, le nucléaire iranien, les islamistes au Mali et sur les relations franco-africaines.

2012-07-12

Q - La Conférence à Paris des Amis du Peuple syrien a-t-elle atteint les objectifs que vous vous étiez fixés ?

R - Dans l'ensemble, oui. Lorsque plus de cent États - la moitié des pays du monde - se réunissent à Paris pour condamner le régime syrien, tracer la voie d'une transition politique, aider concrètement l'opposition, et qu'au même moment un général proche de Bachar Al-Assad fait défection, c'est un jour positif pour la liberté en Syrie. Nous avons également, par cette conférence, donné davantage de poids au processus défini une semaine plus tôt à Genève : l'arrêt des violences, un gouvernement de transition, une Constitution, des élections libres. L'opposition syrienne n'est pas encore totalement unie mais cela progresse. Nous avons pu faire venir une centaine de ses représentants à la Conférence de Paris. La résistance de l'intérieur a pu s'y exprimer. Au total, plusieurs décisions concrètes ont été prises en faveur de l'extension des sanctions contre le régime syrien ainsi que pour apporter un soutien humanitaire supplémentaire à la population. Tout cela va dans le bon sens, mais ne suffit malheureusement pas. Ce qu'il faut, c'est appliquer ces bonnes décisions.

Q - Pourquoi avoir accepté, lors de la réunion des cinq grands, le 30 juin à Genève, un compromis qui n'exigeait pas explicitement le départ de Bachar Al-Assad ?

R - Le compromis auquel nous sommes parvenus à Genève implique bel et bien son départ. Cette réunion du «Groupe d'action», convoquée à la demande de Kofi Annan, envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue arabe, rassemblait les cinq membres permanents du Conseil de sécurité plus quelques autres États, et nous avons signé pour la première fois un texte commun alors que, jusque-là, la situation était bloquée du fait du veto des Russes et des Chinois. Certes, des interprétations différentes ont été données a posteriori. Mais les textes ont un sens : il est écrit que le pouvoir exécutif en Syrie devra être détenu par un gouvernement de transition et que celui-ci sera composé par consentement mutuel. Cela écarte donc Al-Assad ! Maintenant Kofi Annan a en charge de faire partager cet accord aux

différentes parties. C'est difficile. S'il réussit, bravo ! En cas d'échec, le texte devrait revenir devant le Conseil de sécurité de l'ONU, sous chapitre VII. À ce moment-là, nous verrons bien l'attitude de tous ceux qui ont signé le texte de Genève.

Q - Existe-t-il une alternative politique à Bachar al-Assad ? Avez-vous des noms de successeurs acceptables ?

R - C'est une interrogation légitime, que soulèvent d'ailleurs, notamment, les Russes. C'est pourquoi nous nous réjouissons que l'opposition se structure. Il n'est pas évident de faire émerger tout de suite, dans de telles circonstances, un nouvel Abraham Lincoln ! Pour bâtir un gouvernement de transition, il faut trouver des personnalités reconnues à la fois dans la résistance et sans doute aussi parmi les moins compromis du régime.

Q - Faut-il élargir les sanctions européennes à ceux qui viennent en aide au régime syrien, notamment à la Russie, qui continue de lui livrer des armes ?

R - Il faut surtout faire en sorte, d'une part, que les sanctions déjà décidées soient appliquées par tous, à commencer par les pays de la région, et, d'autre part, renforcer ces sanctions. Deux exemples : la Grèce doit cesser d'importer le phosphate syrien ; de même, la compagnie syrienne de télécommunications dans laquelle une société suédoise possède des intérêts doit stopper ses activités. Concernant la Russie, nous sommes opposés à la livraison d'armes, parce que cela contribue à la militarisation du conflit. Nous dialoguons avec les Russes et nous leur disons que soutenir Al-Assad, c'est miser sur celui qui va perdre et que cette perte risque d'entraver leur influence dans la région. Russes et Chinois plaident que leur attitude s'explique par leur refus de toute ingérence dans les affaires intérieures d'un pays tiers : mais par sa gravité même, la crise syrienne menace en fait, désormais, la paix régionale, avec des conséquences possibles sur le Liban, la Turquie, Israël et la Jordanie.

Q - Ne serait-ce pas le moment de dire aux Russes que l'on va attendre un petit peu avant de leur livrer des navires de projection de force ?

R - La France, vous le savez, fait partie des pays qui sont exportateurs d'armement, mais toujours sous conditions : pas d'armes qui puissent être réexportées ou utilisées contre des populations civiles. Vous connaissez la devise de Jaurès, elle s'applique parfaitement à un ministre des Affaires étrangères : «Aller à l'idéal et comprendre le réel». Dialoguer, donc, oui. Mais Al-Assad le massacreur doit partir.

Q - Un avion turc a été abattu au-dessus des eaux internationales. En cas de nouvelles agressions syriennes contre la Turquie, l'Otan devra-t-elle venir au secours de son alliée ?

R - Cette question a été examinée récemment au Conseil de l'OTAN. Nous sommes restés dans le cadre de l'article 4 de la Charte, celui qui prévoit, en cas d'agression, une consultation entre les parties - et non au titre de l'article 5 qui concerne, lui, une intervention.

Ce que je retiens surtout, c'est que les militaires ont été capables d'abattre un avion-cible turc. C'est-à-dire qu'ils ont tiré au but. Cela doit faire réfléchir chacun, en particulier ceux qui seraient tentés de faire de la stratégie en chambre.

Q - François Hollande a dit qu'il n'excluait pas une intervention militaire, si le Conseil de sécurité l'autorisait.

R - Le président a examiné, comme il se doit, toutes les hypothèses, mais nous n'en sommes pas là.

Q - Une intervention militaire hors cadre onusien est-elle envisageable ? Comme au Kosovo ?

R - Nous situons notre action dans le cadre des décisions des Nations unies. Si les Russes et les Chinois, comme ils l'ont fait en signant le texte de l'accord de Genève, appuient le plan Annan et la nécessité d'une transition politique, c'est-à-dire, en fait, le départ de Bachar Al-Assad, il ne sera pas nécessaire d'avoir recours à des forces militaires pour qu'il tombe.

Q - En attendant, vous vous êtes engagés à fournir des moyens de transmission aux rebelles syriens.

R - Il ne s'agit pas d'armes mais d'appareils de communication, afin de permettre aux résistants d'échanger entre eux sans être écoutés par le régime syrien.

Q - On sait que des armes leur sont livrées par le Qatar, l'Arabie saoudite...

R - L'alternative est redoutable. Si l'on refuse toute livraison, on risque, compte tenu de la différence des forces, de priver la résistance des moyens de défense et donc d'offrir un avantage décisif au régime. Si on fournit des armes, on risque d'alimenter le conflit et les violences. Pour ce qui nous concerne, nous ne fournissons pas d'armes.

Q - Comment respecter l'engagement de François Hollande de pénaliser le génocide arménien sans rompre avec la Turquie dans cette période critique ?

R - Le président souhaite bien sûr tenir son engagement, il l'a répété. Nous examinons actuellement les moyens pour le permettre.

Q - Vous venez d'annoncer, au Japon, une aide de 60 millions d'euros par an que la France versera à l'Afghanistan après le départ de l'OTAN en 2014. À quoi va servir cet argent ? Combien de temps donnez-vous à Hamid Karzaï avant d'être renversé par les Taliban ?

R - Pendant la campagne présidentielle, François Hollande s'était engagé à retirer d'Afghanistan nos troupes combattantes avant la fin 2012. L'engagement sera tenu, avec l'accord des Afghans, de la coalition et la recherche du maximum de sécurité. Le relais est

actuellement pris en Kapisa par les soldats afghans. Mais notre retrait militaire ne signifiera nullement un désengagement civil, au contraire. J'ai annoncé, au Japon - avec lequel, je l'indique en passant, nous allons nouer un partenariat exceptionnel - que nous accroîtrons notre soutien civil à l'Afghanistan, selon les voies tracées par le traité franco-afghan de janvier 2012 qu'il est proposé au Parlement de ratifier dès cet été. Il s'agit surtout d'aides en matière de santé, d'éducation, d'agriculture, d'archéologie, d'échanges culturels, d'infrastructures et de formation à la sécurité. Notre coopération sera concentrée sur la région de Kaboul et elle sera soumise à plusieurs conditions, vérifiées chaque année : progrès de la gouvernance, élections démocratiques, lutte effective contre la corruption, respect des droits des femmes... Nous espérons que tout cela contribuera à la pacification du pays mais je suis le premier à reconnaître la grande difficulté de la tâche. Les solutions impliquent d'abord une réconciliation des Afghans. Ensuite, elles ne dépendent pas toutes de l'Afghanistan. D'autres pays seront également déterminants : le Pakistan, l'Iran, l'Inde, la Chine...

Q - Les négociations sur le nucléaire iranien ont visiblement tourné court. À quel moment conclurez-vous à un échec ? Et si c'est le cas, quelle est l'étape suivante ?

R - L'Iran est un grand pays, une grande civilisation, qui a droit à l'énergie nucléaire civile, mais l'Iran ne doit pas avoir accès à l'arme nucléaire car la dissémination ainsi provoquée constituerait un grave danger en soi et pour l'ensemble de la région. Des négociations ont lieu, qui, malheureusement, n'avancent guère. Pour essayer de convaincre le régime iranien de bouger, nous avons adopté une double approche : appliquer des sanctions et pratiquer le dialogue. Quand je dis «nous», je fais référence aux six pays qui discutent avec l'Iran, c'est-à-dire l'Allemagne et les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité, dont les Russes et les Chinois. Si le blocage actuel se prolonge, nous renforcerons encore les sanctions, lesquelles, selon nos informations, commencent déjà à exercer leur effet.

Q - Comptez-vous prendre une initiative forte pour tenter de débloquer les négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens ?

R - À tous, nous tenons le même langage : il faut que les choses bougent. Pourquoi ? D'abord parce que le droit des Palestiniens n'est jusqu'ici toujours pas respecté : c'est une injustice lourde, totalement contraire au droit international. De plus, la non-résolution de ce conflit entraîne des tensions dans la sous-région et au-delà. À mes interlocuteurs israéliens, je dis d'être très attentifs. Jusqu'ici, il y a eu déconnexion entre les «printemps arabes» et Israël. S'il devait se produire un durcissement politique ou une détérioration de la situation dans les pays du «printemps arabe», on peut craindre que la question israélienne ne soit posée par les mouvements révolutionnaires eux-mêmes, ce qui serait problématique. Mahmoud Abbas, en homme de conciliation, est prêt à discuter, j'en suis convaincu. Il ne revendique pas le tout ou rien. Le Premier ministre Netanyahou est en situation politique de force. C'est le moment d'aller de l'avant et de négocier.

Q - Le Parti socialiste était favorable à une reconnaissance unilatérale de l'État de Palestine, tout comme le candidat Hollande. Qu'est-ce qui vous a fait changer ?

R - Nous n'avons pas changé. Les Palestiniens ont droit à un État viable. Israël a droit à la sécurité. Il ne s'agit donc pas de décider un geste qui risquerait de nuire à l'objectif poursuivi. Nous en avons discuté avec M. Abbas. D'ici à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre, j'espère que les Israéliens montreront leur volonté concrète de dialoguer, et les Palestiniens aussi. La priorité est que ce dialogue reprenne et aboutisse à des avancées réelles.

Q - Au Mali, des djihadistes occupent le nord du pays. Que faut-il faire ? Intervenir militairement ?

R - Au Mali, l'enjeu est d'éviter la constitution d'une sorte de «Sahelistan», lourdement menaçant pour les Africains et pour nous. Des terroristes, dont certains venus de Libye, ont pris possession du nord du pays. Ce sont des intégristes prêts à mourir, qui veulent appliquer la charia, qui n'hésitent pas à violer, à assassiner et qui désignent la France comme leur principal ennemi. Ils disposent d'armes et d'argent liés à la drogue et aux prises d'otages. En face, les gouvernements légitimes bénéficient de peu de moyens sur les plans financier, militaire et humain. C'est donc une menace grave à la fois pour le Mali lui-même, aujourd'hui coupé en deux, et pour l'ensemble de la région. Car ces groupes, très mobiles, ont des connexions nombreuses. Ce sont de véritables «incubateurs» du terrorisme. Face à cela, qu'avons-nous fait jusqu'ici ? À la demande de nos amis africains, nous avons joué notre rôle de facilitateur. J'ai nommé à cette fin un représentant spécial, l'ambassadeur Jean Félix-Paganon, et nous avons rencontré avec le président plusieurs dirigeants de la région. Je m'y rendrai d'ailleurs prochainement. Nous avons appuyé les Africains au Conseil de sécurité de l'ONU et sensibilisé les membres permanents, ce qui a permis le vote, la semaine dernière, d'une résolution sous chapitre VII. Elle pose les bases d'un rétablissement de la légalité constitutionnelle, du retour à l'intégrité du Mali et de la lutte contre Aqmi. L'Union européenne apporte, elle aussi, son aide concernant la formation des forces de sécurité, l'action contre la famine et pour le développement.

Q - Est-il envisageable qu'à terme nous intervenions ?

R - L'intervention relève des États de la région. Nous pourrons, si nécessaire, fournir un appui.

Q - Mais les pays de la région, rassemblés dans la CEDEAO, n'ont clairement pas les moyens d'agir.

R - Certains de ces pays possèdent des forces significatives. Ils manquent parfois d'équipement.

Q - Et l'Algérie voisine ?

R - Dans quelques jours, je rencontrerai à Alger ses dirigeants pour un tour d'horizon général. Nous aborderons sans doute aussi ce sujet. Pour son malheur et dans sa chair, l'Algérie a éprouvé dans le passé les ravages du terrorisme. C'est un grand pays qui ne souhaite pas s'ingérer dans les affaires des autres mais qui comprend que l'implantation durable d'un foyer de terrorisme au coeur de l'Afrique constituerait une menace pour tous.

Q - Ali Bongo vient d'être reçu à l'Élysée. Vous étiez allé le voir durant la campagne. Pourquoi cette visite qui a fait craindre un retour des liens incestueux entre la France et son pré carré africain ?

R - Je me suis rendu au Gabon, comme dans d'autres pays, afin de prononcer une conférence pour HEC ; par courtoisie, j'ai rendu visite au président : voilà tout. D'autre part, Ali Bongo, comme de nombreux chefs d'État africains, a rendu visite récemment au président français. J'ai participé à ces rencontres et je puis vous le confirmer : la Françafrique, c'est fini ! Nous aurons des relations fortes, sur une base d'égalité et de transparence, avec toute l'Afrique. C'est un continent du futur. À terme, 700 millions d'Africains parleront le français. Ce sont nos voisins, nos amis, nos partenaires. Autant de raisons de cultiver des relations étroites avec ce continent magnifique. Nous sommes loin, très loin du discours de Dakar de M. Sarkozy, arrogant, indécent et, en fin de compte, attristant.

Q - Diriez-vous de M. Bongo qu'il a été élu démocratiquement ?

R - Si votre question est de savoir si nous serons attentifs aux droits de l'Homme et au respect de la démocratie, la réponse est clairement oui.

Q - Sur la Françafrique, comment marquer la rupture ? Tous les gouvernements précédents, socialistes compris, ont annoncé sa mort et les vieilles habitudes sont revenues.

R - En chassant définitivement ces vieilles habitudes. Vous aurez noté qu'il n'y a plus de ministre de la Coopération, plus d'officine gouvernementale ou paragouvernementale spécialisée. Les relations avec les pays d'Afrique sont traitées de manière normale. J'aurai des relations de proximité avec les gouvernements, mais aussi avec les sociétés civiles et les oppositions. Pascal Canfin, le ministre délégué chargé du Développement, m'assistera dans l'approche de ces questions, en Afrique comme dans les autres continents.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 16 juillet 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/185518-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-dans